

# DANS LES FILETS DE LA SEXTORSION

Lundi le 22 septembre 2014, pages 2 et 3

Le Soleil par Baptiste Ricard-Châtelain, bricard@lesoleil.com

Le Centre canadien de protection de l'enfance sonne l'alarme. Les jeunes d'ici sont la cible d'organisations criminelles étrangères, probablement africaines, qui tentent de les extorquer, de les «sextorquer». Et ce n'est qu'un des périls qui guettent les enfants et les ados, bien candides en pianotant sur leurs claviers, sur leurs cellulaires dernier cri... La « multiplication des cas de sextorsion » impliquant des ados inquiète le Centre canadien de protection de l'enfance qui enregistre une hausse importante des dénonciations.

« Dans le dernier mois seulement, on a reçu quelques dizaines de signalements concernant des jeunes qui se sont fait prendre à ce piège-là », avance le porte-parole francophone, René Morin. « C'est quelque chose qui nous préoccupe depuis quelques semaines, la multiplication des cas de sextorsion pour les jeunes. [...] Ces gens opèrent de l'étranger pour s'en prendre aux adolescents de chez nous. »

Des garçons et des filles dans le pétrin, déboussolés, se font menacer. La scène ressemble à ceci : « Si tu ne nous envoies pas de l'argent, on transfère ta vidéo, celle où on te voit nu, celle où tu te livres à des gestes sexuels. Tes amis, ta famille, peut-être même tes profs et ton patron vont la recevoir. » Généralement, on leur réclame entre 200 \$ et 900 \$.

Le site Cyberaide.ca recueille les signalements des internautes dégoutés par de présumés cas d'exploitation sexuelle d'enfants. Mis en ligne par le Centre canadien de protection de l'enfance, il reçoit quelque 2200 plaintes par mois. « C'est énorme ! » balance M. Morin.

Dans le lot, on avait l'habitude de dénombrer un ou deux cas de cyberextorsion par semaine. L'objectif du criminel était souvent d'obtenir, sous la menace, des images plus osées de la victime, pour sa collection privée.

## DE PLUS EN PLUS NOMBREUX

Depuis quelques semaines, on observe toutefois un changement : les dossiers sont de plus en plus nombreux et les malfaiteurs veulent de l'argent. Un indice qu'un réseau criminel installé en Afrique ou en Asie mène peut-être la charge, analyse René Morin.

L'arnaque serait fréquente dans l'univers adulte. « C'est un phénomène qui n'est pas nouveau. Des tas d'adultes se font prendre. » Le Centre canadien de protection de l'enfance observe toutefois avec crainte le virage jeunesse des « brouteurs » — c'est le nom affublé aux arnaqueurs en France et en Afrique de l'Ouest.

Le scénario. Un ado se fait aborder par un autre « jeune » sur les réseaux sociaux. Une relation se développe. Le malfaiteur, sous sa fausse identité, propose alors rapidement de poursuivre les échanges sur un service d'appel vidéo, comme Skype ou FaceTime. « Ils sont conduits à s'exhiber sans savoir que ce qu'ils font à la caméra est en train d'être enregistré. »

Quelques jours plus tard, un individu contacte l'ado attiré dans ses filets. La victime apprend que ses actes sexuels ont été immortalisés. Il est piégé, se sent impuissant, ne veut surtout pas en parler à ses parents.

## SENSIBILISATION

« Les parents doivent rappeler sans cesse aux ados qu'il est risqué de se livrer à des actes sexuels sur Internet et que les images peuvent être utilisées contre eux », prévient le Centre canadien de protection de l'enfance, dans une communication écrite. « La vidéo en direct, combinée à la curiosité sexuelle des jeunes, rend les jeunes particulièrement vulnérables à la sextorsion et à la coercition. Les parents doivent savoir que cela peut arriver à n'importe quel ado. »

Que faire s'il est trop tard? « Ne pas verser l'argent qui leur est demandé. » Il ne faut pas faire confiance au criminel, répond René Morin. Ne pas penser qu'en décaissant, on achètera la paix. Reste à faire face, à porter plainte et à essayer de faire effacer les images. On cesse toute communication avec le criminel en le bloquant sur tous les réseaux. Puis on désactive les comptes ayant servi à communiquer avec l'arnaqueur. On en parle à un adulte et on communique avec les policiers et Cyberaide.ca. Quelques pistes ici : [www.aidezmoisvp.ca/](http://www.aidezmoisvp.ca/) On trouve également une fiche pour les parents sur [www.cyberaide.ca](http://www.cyberaide.ca/), intitulée Comment aborder l'extorsion sur Internet avec des ados. On se rend sur le site, on clique sur l'onglet « Sécurité Internet ». Choisissez la section « Pour les ados ». Plusieurs documents y sont offerts.

Quatre autres types de harcèlement

## **INTIMIDATION Armé d'un clavier**

« L'intimidation peut avoir des conséquences graves. » Des ados se sont suicidés parce que leur estime s'était étiolée à coup de messages haineux sur les médias sociaux.

Devant leur clavier, les jeunes se sentent anonymes, se sentent totalement détachés, observe l'agente Marie-Ève Painchaud, affectée aux communications du Service de police de la Ville de Québec. « Ils ne réalisent pas la portée. »

Que les insultes soient balancées au visage de la victime ou que les commentaires désobligeants soient publiés en ligne, l'effet dévastateur est le même, fait remarquer Mme Painchaud. Avant de proférer des menaces ou de dénigrer, photo à l'appui, un camarade de classe, mieux vaut prendre une pause : face à face, dans le blanc des yeux, lui dirais-tu?

La parole, les écrits, deviennent une arme. La répétition des insultes mine la victime. La détresse est réelle, note Mme Painchaud.

Pour que ça cesse, elle invite à la dénonciation. Pas seulement les victimes, tous les témoins silencieux aussi.

Selon l'organisme Jeunesse, J'écoute, «la plupart des témoins ne font rien lorsqu'ils voient de l'intimidation». Pourtant, «60 % du temps, l'intimidation cesse dans les 10 premières secondes lorsque des témoins interviennent», lit-on sur le site Web.

La cyberintimidation est particulièrement insidieuse, ajoute la Gendarmerie royale du Canada. «Contrairement à l'intimidation traditionnelle, la cyberintimidation suit sa victime en tout temps, de l'école au centre commercial et jusqu'à la maison, où la victime serait à l'abri de l'intimidation traditionnelle», explique-t-on en ligne, sur une page dédiée à cette problématique. «Les jeunes qui sont victimes d'intimidation sont plus susceptibles de souffrir de maux de tête et de ventre, de dépression et d'anxiété. Les problèmes de santé mentale associés à l'intimidation peuvent troubler la victime pendant de nombreuses années.»

Si tu es victime, ne réponds pas. Conserve les preuves et parle à un adulte. Tu peux contacter Jeunesse, J'écoute au 1 800 668-6868. Il y a aussi des informations pertinentes ici : [www.aidezmoisvp.ca](http://www.aidezmoisvp.ca). Ensuite, on demande au fournisseur du service téléphonique de bloquer le harceleur et on écrit à Facebook, Twitter et les autres réseaux sociaux pour que ses comptes soient fermés. On avertit également l'école et les policiers.

## **SEXTAGE ( SEXTING )**

«C'est en train de prendre des proportions démesurées.»

Le sextage foisonne : «C'est en train de prendre des proportions démesurées.» Deux ados se fréquentent, s'amourachent. Mais l'idylle s'effondre, il y a rupture. Et il y a ces photos sexuelles échangées par les amants, stockées. Un matin, un des coeurs brisés envoie les plus osées à ses amis, qui transfèrent aussitôt à tous leurs amis, qui s'empressent de faire suivre...

«Ça se voit couramment dans les écoles du Québec. C'est un problème qui prend de court les familles, les jeunes, les écoles et les corps policiers», explique le porte-parole francophone du Centre canadien de protection de l'enfance, René Morin. «Ça vient avec la popularité des téléphones intelligents.»

«Lorsque des images intimes de vous-même sont en circulation sur Internet, vous perdez le contrôle», enchaîne-t-il. Du jour au lendemain, des dizaines d'élèves, voire des centaines, se promènent avec vos photos, vos vidéos, dans leur poche. «Psychologiquement, ça peut être très, très dur.» Certains jeunes craquent, se suicident.

Dans le feu de l'action, les victimes s'effondrent en pensant aux conséquences sociales de la diffusion de leur intimité, ajoute M. Morin. Elles ne pensent pas à l'aspect légal, elles ne pensent pas à contacter Facebook pour faire retirer ces photos de pornographie juvénile. Car c'est souvent de la pornographie juvénile.

L'ancien amoureux qui diffuse pourrait se retrouver dans de beaux draps. «Les jeunes ne

réalisent pas qu'ils deviennent eux-mêmes des producteurs de pornographie juvénile.»

«Il est illégal de produire, posséder ou distribuer de la pornographie juvénile», acquiesce Marie-Ève Painchaud, agente aux communications du Service de police de la Ville de Québec. «À partir de 12 ans, ils peuvent être reconnus coupables.»

Pris dans le tourbillon? Il faut en parler à un adulte, à ses parents. Et pour savoir comment faire cesser la diffusion, comment faire retirer une photo ou une vidéo des sites sociaux populaires, comment déposer une plainte, comment prendre soin de soi durant la tempête : [www.aidezmoisvp.ca](http://www.aidezmoisvp.ca) ou Jeunesse, J'écoute 1 800 668-6868.

## FACEBOOK

Ma vie, ce livre ouvert

« Les jeunes dévoilent sans souci une quantité phénoménale d'informations à leur sujet au vu et au su de tous. Ça les expose considérablement à des dangers qu'ils ne soupçonnent même pas.»

Quand la popularité se mesure en nombre d'amis sur Facebook, on comprend que plusieurs jeunes les accumulent à un rythme accéléré : ils acceptent «un peu n'importe qui», observe le porte-parole francophone du Centre canadien de protection de l'enfance, René Morin. Le problème, c'est que les 3000 abonnés voient tout. Ces relations reçoivent les publications du jeune, peuvent en apprendre beaucoup sur ses intérêts, ont accès à ses autres «amis».

Le cyberprédateur reste à l'affut, guette les signes de vulnérabilité. Un jeune criant sa solitude sur les médias sociaux, par exemple. « Il y a un conditionnement pour gagner sa confiance, sexualiser lentement les échanges, puis banaliser la question du sexe adulte-enfant...»

Le printemps dernier, nous avons d'ailleurs relaté le stratagème élaboré par un conseiller en assurances de Cap-Rouge, père de deux petits, pour séduire sept enfants de 10 à 12 ans sur Facebook. Il avait utilisé trois identités fictives de jeunes pour tisser des liens intimes, avoir une relation sexuelle avec une fille pré pubère.

René Morin recommande donc aux jeunes de n'accepter comme amis que les personnes qu'ils connaissent dans la «vraie» vie.

L'agente Marie-Ève Painchaud, du Service de police de la Ville de Québec, rappelle l'importance de modifier ses paramètres de confidentialité dans les réseaux sociaux virtuels. Cela permet de déterminer qui peut voir les informations diffusées. Tout en gardant à l'esprit qu'il s'agit néanmoins de lieux publics : «Il faut rester prudent.»

# AVATAR

Mon «ami» de jeu en ligne veut me rencontrer

La popularité des jeux vidéo en ligne est grandissante chez les internautes. Et là où on retrouve beaucoup de mineurs, quelques prédateurs chassent.

L'activité semble banale : un jeune met son casque d'écoute, se branche sur la Toile pour y retrouver ses amis de jeu. Mais ces «amis», aux noms fort inventifs, ne reviennent pas tous de l'école. Selon les dernières données disponibles auprès du CEFRIO, un centre de recherche et d'innovation, environ 36 % des internautes adultes sont adeptes de jeux en ligne.

Dans la capitale, treize policiers sillonnent les écoles. Durant leurs rencontres avec les jeunes, un message : «Ne pas donner de renseignements personnels, ne pas rencontrer les autres joueurs», explique Marie-Ève Painchaud, agente aux communications du Service de police de la Ville de Québec. On ne sait pas qui se cache derrière l'avatar, le pseudonyme.

Du haut de leur adolescence, les jeunes ne saisissent pas tout le danger potentiel. Les policiers doivent leur rappeler qu'il est aisé de modifier son identité, de se bâtir un profil imaginaire. «On peut faire face à des gens mal intentionnés.»

Les conseils de l'agente Painchaud : ne pas utiliser de pseudonyme qui donne son âge afin d'éviter de devenir une cible, ne pas donner d'informations personnelles aux autres joueurs sans en parler à un adulte de la maison. Surtout, toujours avertir ses parents si on planifie une rencontre avec ses «amis» et s'assurer d'y être accompagné. Ne pas y aller seul.

«On ne sait jamais à qui on a affaire», renchérit le porte-parole francophone du Centre canadien de protection de l'enfance, René Morin. Toute personne qui a un attrait sexuel pour des enfants va se tourner vers des endroits où se regroupent les jeunes. On en retrouve chez les bénévoles d'équipes sportives, par exemple. Et maintenant dans le cyberspace, sur les sites de réseautage les plus populaires. «Ce qui se passe sur Internet est un peu le miroir de ce qui se passe dans la vie.»